



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 25/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GSM

26 avenue des Erables
BP 30099
54180 Heillecourt

Références : D1 c 2025-1169
Code AIOT : 0005702411

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/08/2025 dans l'établissement GSM implanté La Sente de Larzicourt, Les Clochers, Le Chemin de Goncourt, Haut du Chemin de Matignicourt, Les Grands Chichérons, Les Vignottes. 51300 Matignicourt-Goncourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 20/08/2025 s'ancre dans une action régionale relative à l'acceptation des déchets inertes extérieurs à des fins de remblayage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GSM

- La Sente de Larzicourt, Les Clochers, Le Chemin de Goncourt, Haut du Chemin de Matignicourt, Les Grands Chichérons, Les Vignottes. 51300 Matignicourt-Goncourt
- Code AIOT : 0005702411
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité principale de l'AIOT est l'exploitation d'une carrière sur les communes de Matignicourt-Goncourt et Isle-sur-Marne sur une durée de 25 ans soit jusqu'en 2041 à raison d'une extraction de sables et graviers de 300000 T/an en moyenne.

Deux installations connexes, soumises également à autorisation, sont présentes, une unité de broyage concassage criblage ainsi qu'une station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 43	Sans objet
2	Justification de la non-dangereuse	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2-I	Sans objet
3	Justification du caractère inerte	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
4	Absence de matériaux interdits	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3	Sans objet
5	Contenu de la procédure d'acceptation préalable des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
6	Mise en œuvre de la procédure d'acceptation de déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
7	Contrôle visuel	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Sans objet
8	Document d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Sans objet
9	Registre et plan de remblayage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III	Sans objet
10	Utilisation du RNDTS	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1	Sans objet
11	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 24/02/2025, article 43	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection ne formule aucune remarque sur la procédure d'acceptation des déchets sur la carrière, le remblayage est réalisé conformément à la réglementation en vigueur. Une réserve est cependant émise sur les analyses de la qualité des eaux souterraines menées, il est attendu une analyse complémentaire par l'exploitant dont les résultats sont à transmettre à l'inspection dans un délai de 1 mois suivant la réception du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 43
Thème(s) : Autre, Suivi des remblais
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Les matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition, ...) doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. A ce titre, l'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</p> <p>Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.</p> <p><u>Gestion des remblais</u></p> <p>Pour les apports de matériaux extérieurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un tri rigoureux doit permettre d'éliminer les matériaux putrescibles (bois, papier, cartons, végétaux...), les matières plastiques, les métaux, le plâtre, les matériaux susceptibles d'être valorisés (béton, enrobés routiers) ; • les matériaux ne doivent pas être versés directement dans l'excavation à combler ; ils sont déversés sur une plate-forme de réception permettant un contrôle visuel et un tri éventuel. Des bennes doivent être disponibles pour recevoir les refus selon leur type (bois, ferrailles,...). Ils sont éliminés vers des filières autorisées ; • les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi dont le contenu est indiqué ci-après ; • l'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser précisément les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Les zones de remblais identifiées ne sont pas supérieures à 1600 m² ou à la capacité mensuelle en tonnes de déchets admis sur le site.

Ce registre est conservé pendant au moins toute la durée de l'exploitation et est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.

L'accès de la carrière est strictement contrôlé et des moyens efficaces interdisant l'accès des véhicules en dehors des heures d'ouverture sont mis en place.

Qualité des remblais

Le remblayage des excavations doit être réalisé exclusivement au moyen de matériaux minéraux inertes conformément au guide des bonnes pratiques relatif aux installations de stockage de déchets inertes issus du BTP.

Seuls les déchets inertes suivants peuvent être utilisés pour le remblayage de la carrière :

Code	Description	Restrictions
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (1) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (1) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (1) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (1) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne

		et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04 20 02 02	Terres et cailloux (y compris déblais)	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et, pour les terres et cailloux provenant de sites contaminés, uniquement après réalisation d'une procédure d'acceptation préalable (sélection par maillage et test de lixiviation) (1) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 05 06	Boues de dragage	A l'exclusion des boues de dragage contenant des substances dangereuses visées à la rubrique 17 05 05*, uniquement après réalisation d'une procédure d'acceptation préalable (test de lixiviation)

(1) Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en très faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc, etc. peuvent également être admis dans l'installation si leur séparation n'est pas économique viable.

Sont interdits :

- les déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R,541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;
- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- les déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;
- les déchets non pelletables ;
- les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;
- les déchets radioactifs.

Les matériaux contenant de l'amiante lié sont également interdits.

Les matériaux contenant de l'amiante lié sont également interdits.

Bordereau de suivi des déchets

Chaque apport extérieur est accompagné d'un bordereau de suivi des déchets indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- les moyens de transport utilisés ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- les quantités de déchets concernées ;
- la conformité des déchets à leur destination.

Les documents, registres et plans cités ci-dessus sont conservés pendant toute la durée de l'exploitation et sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement.

Constats :

Le remblayage de la carrière est géré conformément à l'article susvisé.

Les différents points sont précisés dans les constats suivants.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Justification de la non-dangereuse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2-I

Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation des déchets

Prescription contrôlée :

Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker :

- des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;

[...]

Constats :

L'exploitant dispose d'un logiciel spécifique pour les Demandes d'Acceptation Préalable d'accueil de déchets. Sur ce logiciel le producteur renseigne, avant tout envoi, les informations du chantier, sa localisation, et si le site fait l'objet d'une contamination particulière.

Pour les nouveaux chantiers/clients, les bases de données BASIAS et BASOL sont consultées par le responsable environnement de la carrière, un test de lixiviation est exécuté en cas de doute.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Justification du caractère inerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II</p>
<p>Constats :</p> <p>La caractérisation des déchets est effectuée par le producteur de déchets et vérifiée par l'exploitant pour chaque nouvelle DAP transmise via le logiciel DAP WEB appartenant à l'entreprise Heidelberg.</p> <p>L'exploitant s'assure que les codes déchets renseignés sont bien admis en remblai et se charge manuellement de la validation des DAP.</p> <p>Les bases de données BASIAS et BASOL sont consultées par le responsable environnement de la carrière qui peut demander un test de lixiviation en cas de doute.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Absence de matériaux interdits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3
Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets utilisables pour le remblayage sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ; - les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.
Constats :

La zone de stockage des déchets avant mise en remblai a été inspectée au jour de la visite et il n'a été constaté aucune présence de déchets non admis.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contenu de la procédure d'acceptation préalable des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Autre, Acceptation des déchets extérieurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :- [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; [...] <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection ne formule aucune remarque sur la procédure d'acceptation préalable des déchets sur la carrière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mise en œuvre de la procédure d'acceptation de déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Autre, Acceptation des déchets extérieurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p>
<p>Constats :</p>

Au jour de la visite, le remblayage n'avait pas lieu et aucun camion n'est arrivé pour déposer des déchets. La procédure d'acceptation n'a pas pu être observée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle visuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Autre, Acceptation des déchets extérieurs
Prescription contrôlée : Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
Constats : Un contrôle visuel a lieu lors de la pesée du camion à l'entrée de la carrière, via une caméra disposée en hauteur afin de voir le contenu des bennes. Lors du déchargement du camion au niveau de la zone de stockage un responsable d'exploitation effectue un nouveau contrôle visuel et un contrôle olfactif des déchets. Toute impureté (morceau de plastique, ferraille...) est retirée des stocks et conduite dans des contenants adaptés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Document d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
Prescription contrôlée : Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant: <ul style="list-style-type: none"> - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET; - l'origine des déchets; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement; - la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.
Constats :

<p>Deux documents d'acceptation préalable ont été présentés à l'inspection, l'un relatif à des terres et cailloux, l'autre à des gravats.</p> <p>Ces documents sont conformes aux attentes de la réglementation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Registre et plan de remblayage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III</p>
<p>Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre complet et exhaustif des déchets entrants sur son site. Chaque lot mis en remblai est identifié et localisé via les logiciels de suivi et les DAP.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Utilisation du RNDTS

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.</p> <p>Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments [...]</p> <p>Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les</p>

données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.
Constats : Pour chaque arrivage de déchet, le RNDTS est renseigné via la plateforme Axians qui génère les Bordereaux de suivi de déchets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2025, article 43
Thème(s) : Autre, eaux souterraines
Prescription contrôlée : <u>Contrôle des eaux souterraines</u> Un contrôle bi-annuel du niveau piézométrique est réalisé au travers des 5 piézomètres existants implantés sur la carrière ainsi qu'au niveau de certains plans d'eau. Un suivi périodique quantitatif et qualitatif des eaux est réalisé par la mise en place une analyse semestrielle portant sur les paramètres suivants est réalisée en période de basses eaux et hautes eaux. Les paramètres suivis sont : pH, conductivité, minéralisation (Ca, Mg, Na, K, HCO ₃ , NH ₄ , NO ₂ , HCT, PO ₄ , MES, Fe, Al, Pb, Zn, Mn). Sur les plans d'eau, les paramètres suivis sont : pH, DCO, MES, HCT, Fe, Al, Pb, Zn, Mn. Ce suivi analytique est transmis chaque année à l'inspection de l'environnement. <ul style="list-style-type: none"> • Captage AEP : Un sixième piézomètre sera implanté dans le périmètre de protection du captage AEP conformément aux dispositions imposées par l'arrêté préfectoral de DUP du 6 juillet 2015 du captage de Matignicourt-Goncourt. L'exploitant doit justifier le choix des dispositions retenues (lieu, profondeur...) pour l'implantation du piézomètre dans un délai de 12 mois à compter de la signature du présent arrêté. L'installation du piézomètre est effective au plus tard deux ans avant le début des travaux d'exploitation de la phase n°11. Un suivi trimestriel sera effectué sur les paramètres suivants : pH, température, fer, manganèse, ammonium, nitrates, hydrogène sulfurée, dureté. Les résultats sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées ainsi qu'aux services de l'ARS et la commune.
Constats : La zone actuellement en remblai se trouve entre un piézomètre amont (PZ8) et 2 piézomètres

aval (PZ6 et PZ7).

L'exploitant a transmis, en amont de la visite, les résultats des analyses semestrielles des eaux souterraines.

L'inspection constate que, depuis octobre 2024, les PZ6 et PZ7 ne font pas l'objet de prélèvements par le prestataire (piézomètres inaccessibles ou hors d'usage). Ces résultats ne permettent pas de statuer sur un éventuel impact du remblayage sur la qualité des eaux souterraines.

L'inspection ne constate par ailleurs aucun écart réglementaire de la qualité des eaux souterraines au niveau des PZ6 et PZ7 avant 2024 (le remblayage était déjà en cours à ce moment là) ou au niveau du PZ1 qui est plus loin en aval de la zone remblayée.

Une nouvelle intervention du prestataire, en liaison avec l'exploitant qui n'explique pas l'inaccessibilité des piézomètres (PZ6 bel et bien présent le jour de la visite) a été réalisée le 28 août 2025. Les résultats de ces analyses ont été transmises à l'inspection par mail le 29 septembre 2025.

Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite